Creuse-Citron

Journal de la Creuse libertaire - N°12 mai-juillet 2007 - prix libre

Rêver !

Des sociologues nous apprenaient récemment que, selon leurs sondages, près d'un électeur sur deux n'attend rien du candidat pour qui il votera.

Mais la question alors se pose : pourquoi votent-ils, encore et toujours, s'ils savent que ça ne sert à rien ?

Il y a peut-être une réponse simple : nous vivons une époque d'impuissance politique et de désespoir parmi les pires qui aient été. Cette société nous réduit toujours plus à un état de bétail, plus ou moins bien traité, mais à la merci de ses chefs, de ses machines, de ses « accidents ».

Une telle indignité n'est pas agréable à reconnaître. C'est peut-être à cela que servent d'abord les élections : à éviter de regarder en face l'impuissance et la faiblesse où nous sommes, à se raconter des histoires.

Ceux qui veulent refuser cet état de fait doivent d'abord refuser de telles illusions et partir de la réalité : de notre extrême faiblesse actuelle. Et puis ne pas s'y résigner et s'efforcer, malgré tout, de défendre ce qui est possible. Alors, sans doute, voter devient simplement illusoire.

Tous en colère
A Casino, à tous les coups on perd p. 2
En arrière avec la Poste
Tous à l'eau p. 3

La gueule toute verte
Basse cour en liberté surveillée p. 4-5

Mémoire aux poings
Putain d'usine p. 6

Faut que ça saigne !
Pour un service public
des exécutions p.7

Capitalisme à la poubelle
Abstinence électorale p. 8
Irradiés et contents de l'être p.9

Démo Crazy - démo folie
Elections deuxième épisode p. 10-11

Mauvaises fréquentations
Fred Alpi, chantaire liberteur p. 12-13

Mauvaises lectures
p. 14

Revue de crise
Les cochons en ont ras le cul p.15

Rendez-vous !
Nuit noire à Aubussonp. 16

Le travail, c'est le goulag plus la clim'

Réseau Education Sans Frontières resf23

Le collectif creusois « halte aux expulsions » fait dorénavant partie du Réseau Education Sans Frontières.

Vu la tournure que prennent les événements un peu partout en France, le Collectif Creusois « halte aux expulsions » a décidé de devenir membre à part entière du Réseau Education Sans Frontière, sous le nom de RESF23. En effet, il est indéniable que les étrangers demandeurs d'asile en France ont de plus en plus de mal à obtenir un titre de séjour non précaire. Des familles entières, avec enfants scolarisés ici risquent de se retrouver dans un avion pour leur pays d'origine qu'ils ont fui, pour des raisons soit politiques soit économiques.

L'appartenance au RESF nous permettra d'avoir l'appui immédiat de milliers de personnes par le biais d'Internet, ainsi que des contacts et conseils juridiques pour nous former un minimum, de manière à être efficaces plus rapidement.

Le Réseau Education Sans Frontières est né, en juin 2004, d'une réunion rassemblant des enseignants, des personnels de l'Education nationale, des parents d'élèves, des éducateurs, des collectifs, des syndicats et des organisations attachées à la défense des droits de l'homme, tous préoccupés de la situation des sans-papiers scolarisés (de la maternelle à l'université).

Le collectif creusois Halte aux expulsions a été créé fin 2005 à l'initiative de ATTAC 23, CGT23, CIMADE, DDEN, FCPE, FGR, FSU, LCR, LDH, MRAP, NOTRE DAME ET LA MER, PS, PCF, UNRPA, LES VERTS... et beaucoup d'individus hors organisations associatives, politiques ou syndicales.

RESF23 : mail resf23@no-log.org - tel 05 55 62 46 31 ou 05 55 51 95 42

Géant Casino à Feytiat (Hte Vienne) : c'est NON une 2ème fois

Le tribunal d'appel de Bordeaux a rendu son avis en mars.

Suivant les conclusions du commissaire du gouvernement les juges de la cour d'appel de Bordeaux viennent de rendre leur jugement : « Géant casino » à Feytiat c'est NON .

Les juges confirment la décision du tribunal administratif de Limoges, annulant l'autorisation d'implanter une grande surface supplémentaire de 20 000 m2 dans la banlieue de Limoges à Feytiat.

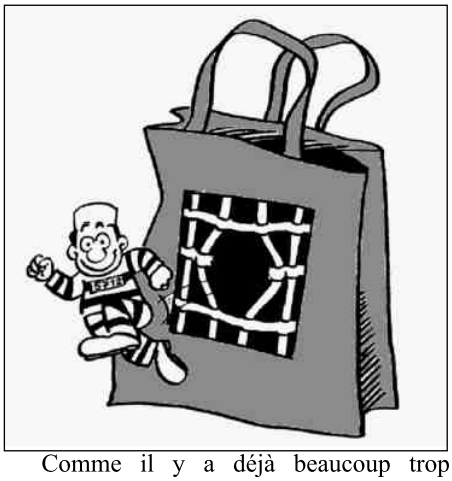
Le tribunal est formel dans ce dossier : à part la défense des intérêts de « Géant Casino », tous les autres points sont négatifs :

- l'emploi : Géant Casino promettait bien de créer 349 emplois mais, pour la 1ère fois, le tribunal de Limoges reconnaissait qu'une telle implantation dans un département déjà très largement pourvu en grandes surfaces allait supprimer de nombreux emplois existants, d'abord dans le commerce de centre ville de Limoges, ensuite dans les villes avoisinantes qui verraient disparaître leur commerce de proximité. Pour toute implantation de grandes surfaces gérées par leur centrale d'achat depuis Paris, ce sont des débouchés qui disparaissent pour les fournisseurs locaux, les petits paysans, les coopératives locales, les petites entreprises… ATTAC citant des chiffres fournis par la Chambre de Commerce de Paris explique : un emploi créé en grande surface, souvent précaire et à temps partiel non choisi, conduit à la destruction de cinq emplois stables. Ce sont bien 1000 à 1500 emplois que l'implantation de cette grande surface menaçait de détruire dans la Région.

- le développement durable : Le tribunal avait noté qu'il n'y avait eu aucun débat à l'agglomération de Limoges ou dans les villes hors Feytiat, aucun élu n'a pu donner un avis. L'agrandissement de la zone de Feytiat ne faisait qu'aggraver le déséquilibre du tissu économique en concentrant tout sur l'axe Nord-Sud.

- l'environnement : Le tribunal avait également noté qu'il existait d'autres solutions pour régler la dépollution d'un site. Je n'en suggérerai qu'une : celle de transformer cette décharge « en poumon vert » en isolant le site, ou en plantant des arbres, notamment les espèces qui absorbent les gaz assurant la dépollution d'ici quelques dizaines d'années.

Pour l'essentiel les opposants au projet rassemblés dans un collectif très large qui regroupait commerçants, artisans, syndicalistes ouvriers et paysans, les Verts, des associations environnementales et de consommateurs ont eu raison de se battre contre le principe de l'installation d'une grande surface supplémentaire ; c'est vrai pour Géant Casino à Feytiat comme pour tout autre projet à Verneuil ou à Romanet.



Comme il y a déjà beaucoup trop d'hyper et de supermarchés dans l'agglomération de Limoges (nous sommes au delà de la moyenne nationale) la « concurrence » entre les grandes enseignes est déjà très largement assurée.

Chaque fois qu'une grande surface supplémentaire s'installe c'est un morceau du Limousin qu'on démolit, c'est un village qui perd son boulanger, son boucher, son buraliste… ce sont des paysans ou des fournisseurs qui sont obligés de passer par les conditions des centrales d'achat de la grande distribution et comme il faut toujours de plus grandes quantités au plus bas prix pour les fournisseurs, ce sont les fermes qui disparaissent, le commerce de proximité qui s'en va, puis les services publics… L'échec de Géant Casino à Feytiat, c'est l'échec des partisans d'un modèle de société où les citoyens ne sont que des consommateurs et c'est la victoire des partisans d'un autre monde, axé sur un vrai développement durable d'une région équilibrée avec des villes et des villages revitalisés.

Pour le ***collectif contre les méfaits de la grande distribution***,

Yvan TRICART

LA POSTE EN COMA DEPASSE

La Poste, un des derniers « services publics » ou plutôt, pour être plus exact, entreprises publiques s'est retrouvée dernièrement à la une de l'actualité régionale et même nationale après une nouvelle provocation de sa très libérale direction ! Qui n'a pas été au courant de « l'affaire du facteur de Royère de Vassivière » ? Il n'est pas utile de revenir sur les détails de cette « affaire », mais celle-ci est très intéressante car elle est révélatrice de l'état d'esprit et des méthodes qui vont avec, des dirigeants de cette entreprise investie de « missions de services publics ».

En 1990, après la scission des PTT en deux entreprises autonomes : France Télécom et la Poste (merci Rocard, premier ministre socialiste !), les choses sérieuses ont pu commencer. En 2001, une première directive européenne (vive le « oui » à la constitution !) instaurant la dérégulation totale du marché de services postaux par étapes jusqu'en 2009 est signée, sans état d'âme, par un autre premier ministre socialiste, Jospin (merci encore !). Le sort de la Poste est ainsi scellé. Le coup de grâce définitif est donné en 2006 : nouvelle directive européenne qui « vise à ouvrir totalement à la concurrence les marchés des services postaux de l'UE d'ici à 2009 ». Il est précisé, en toute simplicité, que « *les bureaux de poste pourraient être remplacés par des agences postales franchisées moins coûteuses dans certaines régions* » et que « *les modalités d'accès au service postal universel pourraient évoluer dans certains cas...* ». On comprend facilement que la Creuse fait évidemment partie de ces régions et

de ces cas ! L'arsenal libéral est prêt : « agences postales » à charge des communes et le « must », des « points-poste » privés, sans parler des contrats (grassement payants) proposés (« le couteau sur la gorge ») aux diverses communes rurales petites ou grandes. D'ailleurs, un exemple parmi d'autres, où en est la mairie de Guéret (socialiste !) avec ce genre de tractations malsaines ? Peut-être ne serait-il pas inutile de demander quelques comptes à ces chers élus sensés « porter notre voix » ? Le double discours hypocrite et minable fatigue à la longue, nous ne pourrons pas faire l'économie de nous mêler directement de ce qui nous concerne au plus près !

Pour en revenir à « l'affaire de Royère de Vassivière », nous avons là les dernières escarmouches d'un combat presque terminé. Pour 2009, la place doit être nette, les dernières résistances doivent être éliminées. Des directeurs aux « organisateurs-analystes » (sorte de "liquidateurs"), tout est prêt pour terminer le sale boulot commencé voilà déjà quelques années. Tout cela en s'aidant de la perturbation du bon fonctionnement du service postal avec des retards ou des non distributions de courriers, des levées avancées... Comme cela l'usager de bonne volonté finira par ne pas regretter ce service (c'est le coup classique du « chien qu'on accuse d'avoir la rage pour pouvoir l'abattre sans regret »). Il pourra enfin devenir le client modèle tant attendu ! Il ne faudrait pas oublier, aussi, le coup de main de tous ces élus de droite (Auclair en tête) qui ne jurent plus que par les « services de proximité (ou non) au public » avec, dans le cas de la Poste, des «agences postales » et des « points-poste » plein la gueule. Et ne parlons pas de ces élus locaux ou autres venus d'une « gauche » déjà bien lointaine, en pleine confusion idéologique. Soyons magnanimes !

Malgré tout cela, la lutte continue car « **quand on lutte, on n'est pas sûr de gagner mais quand on ne lutte pas, on est sûr de perdre** ».

Francis LAVEIX

La Convergence des Collectifs de défense et de développement des services publics appelle à une journée nationale d'action le **samedi 19 mai** contre le projet de Directive Européenne libéralisant totalement le service du courrier à l'intérieur de la Communauté Européenne.

Rassemblement à Guéret à partir de 11 heures.

La Convergence invite tous les collectifs qui voudront envoyer des délégations, ainsi que les représentants des organisations syndicales, associatives, politiques.

L'EAU A DE NOUVEAU BON GOUT

L'eau est un des derniers « biens communs » et, bien sûr, elle suscite un acharnement particulier de la part des trois grandes compagnies privées (Suez, Véolia, Saur [Bouygues]) pour en prendre le contrôle, tant sur le plan de la production, de la gestion que de la distribution. Les plus petites communes rurales ne sont pas épargnées par leur rapacité sans limite : tel était le cas de Royère de Vassivière tout dernièrement. « Etait » car le Conseil municipal a décidé le 19 mars dernier de ne pas renouveler le contrat passé avec la SAUR pour l'entretien du réseau de distribution d'eau potable et de revenir à une gestion en régie communale. La remunicipalisation de ce bien à la base de tout le reste n'a pas été forcément simple ; au début il y a eu beaucoup de réticences, plutôt par ignorance, par inquiétude, par « fainéantise » que par une réelle volonté idéologique libérale, mais le budget de l'eau potable s'envolant, plus des habitants sensibilisés politiquement à la notion de services publics et un conseiller municipal sur la même «longueur d'onde » eurent enfin raison des dernières réticences. C'est, peut-être, une étape avant une gestion encore plus directe par ses habitants comme c'est le cas dans un village d'Isère (un peu d'utopie ne peut pas faire de mal !).

Il reste nombre de services publics à récupérer ou conserver : la Poste (cela va de soi à Royère !), l'énergie, la communication non postale... Les luttes à mener sont vraiment sur tous les fronts et attendre des politiques les mieux placés une quelconque solution, c'est au mieux perdre ses illusions et au pire tout subir sans une étincelle d'espoir !

L'acte volontariste et symbolique (même sans s'en rendre compte) du Conseil municipal de Royère de Vassivière fera-t-il tâche dans la région ? (suite p. 5)

SERONS-NOUS LES « DINDONS DE LA FARCE » ?

Dernièrement, dindes anglaises et autres volailles russes ont remis à l'ordre du jour cette fameuse crise de la « grippe aviaire ». Sera-t-elle l'ultime fléau H5N1 que devra affronter le petit producteur et/ou consommateur de nos chères campagnes, creusoises et autres ? Beaucoup pensent, arguments solides à l'appui, que l'on est, plutôt, face à une manipulation éhontée dont le but est d'éliminer tous les « concurrents » (petits éleveurs, élevages domestiques...) des fermes industrielles. Le but est clair (FAO en tête) : pas de quartier pour les dissidents de la grande distribution capitaliste !

Des dispositions européennes rendent de plus en plus difficile la diffusion de produits fermiers (fromages, volailles [!]...) sur les marchés locaux. Pour des raisons sanitaires et financières, on a fermé des abattoirs de proximité (Eymoutiers et Guéret), mettant en difficulté les réseaux de vente directe (voire d'échanges). Le "scandale" du purin d'ortie se rajoute à la liste.

La pression capitaliste s'accentue, gagnant les derniers territoires d'autonomie et de résistance agricoles.

Extraits du communiqué de presse de l'association GRAIN (*) de mars 2006

Les petits élevages avicoles et les oiseaux sauvages sont injustement rendus responsables de la grippe aviaire qui affecte actuellement plusieurs parties du monde. Ce nouveau rapport de GRAIN montre comment l'industrie avicole multinationale est à l'origine du problème et devrait être au centre des actions menées pour maîtriser le virus.

L'expansion de la production avicole industrielle et des réseaux commerciaux ont crée les conditions idéales à l'apparition et à la transmission de virus mortels comme la souche H5N1 de la grippe aviaire. Une fois qu'ils ont pénétré dans les élevages industriels surpeuplés, les virus peuvent rapidement devenir mortels et se développer. L'air vicié par la charge virale est transporté sur des kilomètres à partir des fermes infectées, pendant que les réseaux d'échanges commerciaux intégrés répandent la maladie par les nombreux transports d'oiseaux vivants, de poussins d'un jour, de viande, de plumes, d'oeufs à couver, d'oeufs, de fumier de volaille et d'alimentation animale.

« Tout le monde se focalise sur les oiseaux migrateurs et les poulets de basse-cour comme étant le problème alors qu'ils ne sont pas les vecteurs effectifs de la forme fortement pathogène de la grippe aviaire. Le virus les tue, mais il est peu probable que ce soit eux qui le propagent ».

Par exemple, en Malaisie, le taux de mortalité par le H5N1 chez les poulets des villages est seulement de 5 % indiquant que le virus a du mal à se propager dans les petits élevages de poulets. Les manifestations de H5N1 au Laos, qui est entouré par des pays infectés, se sont seulement produites dans quelques fermes industrielles du pays, qui sont fournies par des établissements d'incubation Thai. Les seuls cas de grippe aviaire dans la volaille de basse-cour, qui couvre plus de 90 % de la production du Laos, se sont produits à côté des fermes industrielles.

Les gouvernements des pays de l'Union Européenne ont répondu à la découverte des cygnes, des oies et des canards morts infectés avec des mesures sévères obligeant à l'enfermement des volailles, or la première manifestation significative de contamination de volaille domestique s'est déclarée dans un gros élevage industriel de dindes en France. « Il apparaît de plus en plus évident que la grippe aviaire mortelle se déclare dans les grosses fermes industrielles et qu'ensuite elle se propage ».

Le cas de contamination nigérienne a commencé par une seule ferme industrielle, éloignée des axes principaux de déplacements des oiseaux migrateurs mais elle était connue pour importer des oeufs à couver hors réglementation...

La question cruciale est de savoir pourquoi les gouvernements et les agences internationales, comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ne font rien pour enquêter sur la manière dont les fermes industrielles et leurs sous-produits, tels que l'alimentation et le fumier, propagent le virus. Au lieu de cela, ils se servent de la crise comme une occasion d'industrialiser davantage le secteur avicole. Les initiatives se multiplient pour interdire la volaille en plein air, pour évincer les petits producteurs et pour réapprovisionner les fermes avec des poulets génétiquement modifiés. Le réseau de complicités avec une industrie prise dans une série de dénis et de dissimulations semble total.

(*) : **GRAIN** est une organisation non gouvernementale internationale dont le but est de promouvoir la gestion et l'utilisation durables de la biodiversité agricole fondées sur le contrôle exercé par les populations sur les ressources génétiques et les connaissances locales.

On peut lire son rapport entier, **« Qui est le dindon de la farce ? Le rôle central de l'industrie avicole dans la crise de la grippe aviaire »**

site : http://www.grain.org

La basse-cour dépossédée ou plaidoyer pour un poulailler autonome

Le poulailler, ou petit élevage, représente encore, au même titre que le jardin, non seulement un moyen de subsistance mais aussi une qualité nutritionnelle et un gage de santé. Ce restant d'autonomie alimentaire que représente le poulailler (il a pu permettre en d'autres temps à bien des ouvriers de tenir le coup dans la grève), est sérieusement menacé par les mesures imposées contre l'épidémie de grippe aviaire H5N1 (confinement...).

(...)Le poulailler, même dans des conditions rudimentaires, est un gage de qualité alimentaire en comparaison avec l'élevage industriel. D'autant plus si l'on se soucie des conditions d'existence des volailles qui sont, en général, bien meilleures et beaucoup moins porteuses de maladies. En effet les fortes concentrations d'animaux au mètre carré, la sélection et par là même une réduction de la diversité génétique conduisent à des milieux forcément beaucoup plus pathogènes. Aussi la responsabilité de l'industrie n'est plus à démontrer dans ce registre avec l'apparition, la propagation, la mutation de certains virus et ceci dans tous les types d'élevages. Et il n'y a pas de raison que ce soit différent dans l'industrie avicole.

(...) Si cette crise de grippe aviaire, par des mesures sanitaires qui sont imposées sonne le glas des petits élevages à plus ou moins long terme, elle peut se relier et aider à cerner pleinement les « valeurs » de ce système industriel. Dans ce domaine comme dans d'autres, il faut que la population se soumette aux diktats technocratiques. Nous ne rencontrons que peu de protestations à l'encontre du tout sécuritaire qu'il soit d'ailleurs social ou sanitaire. Ce tout sécuritaire qui, séparé du reste, donne cette apparence humanitaire à l'Etat alors que celui-ci est le maître d'oeuvre et le collaborateur privilégié de tous les désastres. Il n'en reste pas moins vrai que la machine à convaincre, de gré ou de force, est bien huilée avec des problèmes de plus en plus complexes. Toute opposition qui voudrait s'attaquer au système industriel doit s'attendre à faire face à une véritable religion de la science et des experts. C'est une intelligentsia mise au service des armées et de bien d'autres services de contrôles qui offre à l'Etat toute sa nécessité et sa légitimité à nous confiner et à nous déposséder de tout ce qui peut nous rester d'autonomie ! C'est pour cela qu'il n'y a pas, d'après nous, d'autonomie ou d'alternative possible dans ce système industriel.

Syndicat CNT-AIT (Essonne)

Sur ce problème, quelques lectures intéressantes :

Un article de **COURANT ALTERNATIF** (décembre 2006), « *Quand la grippe aviaire passe, la petite paysannerie trépasse* ». Le texte de présentation est on ne peut plus clair : « *Un coup de maître de la manipulation politico médiatique mâtinée de sécuritaire aura été l'occasion d'industrialiser d'avantage le secteur avicole : interdiction de la volaille en plein air, élimination des petits producteurs, réapprovisionnement des fermes industrielles avec des poulets génétiquement modifiés...* ».

Un article du **MONDE LIBERTAIRE** (février 2007), « *Grippe aviaire, danger réel ou manipulation planétaire ?* » qui, lui aussi, pose clairement les termes du problème : « *Avant que la psychose que nous avons connue en 2006 ne rende à nouveau inaudible toute parole raisonnable, des paysans, des vétérinaires, des chercheurs, tentent d'alerter l'opinion sur la manipulation qui se cache, derrière cette catastrophe annoncée* ».

Un article de **CQFD** (mars 2007), "*Terrorisme aviaire sur la planète*" qui met les points sur les i : *"Pure coïncidence ou vraie aubaine ? Alors que les maîtres du monde nous concoctent un futur selon deux paramètres exclusifs - faire un max de profits et standariser le vivant comme les activités humaines -, le H5N1, virus de la grippe aviaire, est arrivé pour leur donner un opportun coup de paluche. Dans une ambiance pré-apocalyptique, des millions de doses de Tamiflu se sont arrachées, pendant que basses-cours et oiseaux migrateurs étaient taxés de complices objectifs de l'Axe du Mal".*

Un petit livre, « *Grippe aviaire : les bonnes questions, les vraies réponses* » (Editions Milan Actu) de Jeanne Brugère-Picoux, vétérinaire spécialisée dans les pathologies des animaux de la ferme. Il se veut « objectif » et sans a priori politique.

(suite de la page 3)

Dans le cas d'Aubusson, on peut en douter quand on voit la connivence écoeurante entre la mairie et Véolia pour instrumentaliser voire manipuler des gosses du primaire. Une mairie socialiste qui se veut « partenaire » des luttes pour la défense des services publics ! Certains n'ont vraiment pas peur des contradictions, du ridicule, du discrédit éventuel, de la nullité politique, mais, peut-être, « se foutent-ils tout simplement de la gueule des habitants » ? Espérons que ceux-ci sauront réagir et demander des comptes pour ensuite s'interroger sur les possibilités et les conditions pratiques de suivre l'exemple de Royère.

Dans le cas de la préfecture creusoise, Guéret, nous en saurons un peu plus dans quelques mois lorsque celle-ci devra prendre sa décision vis-à-vis de la ... SAUR. L'Hôtel de Ville abritant *la Convergence Nationale des Collectifs de Défense et de Développement des services Publics*, la mairie guérétoise aura-t-elle le courage de dire NON à la SAUR ?

Cela serait la moindre des choses pour des politiques qui n'hésitent pas à se « revendiquer » de la lutte pour la défense des services publics. Peut-être serait-il intéressant que des habitants, des syndicalistes, des leaders d'associations diverses ou d'organisations politiques s'invitent à quelques conseils municipaux (pour donner leur avis après autorisation, voire sans !) au lieu de pérorer entre eux sans gêner beaucoup de monde ? Affaire à suivre... sans beaucoup d'illusions, mais on peut toujours rêver.

Francis LAVEIX

”Putain d’usine”
par la Compagnie Action Discrète

”En ces temps difficiles où l'on nous somme de rentrer dans le rang, nous avons fait acte de résistance en donnant la parole à ceux qui disent NON ; NON au travail qui détruit physiquement et moralement pour mieux endormir notre révolte, avec la lecture musicale, inventive, drôle et émouvante de Putain d'usine” (Danièle Restoin pour ”Mémoire à vif”).

Si des sociologues ou des intellectuels compatissants se sont penchés sur les dégâts humains du ”progrès”, il est rarissime que ceux qui les subissent aient les moyens de les décrire et les faire connaître directement. C'est pourtant ce qu'a parfaitement réussi Jean-Pierre Levaray, ouvrier dans une usine chimique rouennaise, syndicaliste, militant anarchiste, à travers un ouvrage paru en 2002 : ”Putain d'usine”.

Tous les jours pareils. J'arrive au boulot et ça me tombe dessus, comme une vague de désespoir, comme un suicide, comme une petite mort, comme la brûlure de la balle sur la tempe...

Les émotions suscitées par le texte renvoient quiconque s'est frotté au travail salarié à ses propres écorchures :

”J'ai été touché par la familiarité de ce qu'il dit, raconté sans langue de bois, avec ses interrogations, ses doutes. J'ai retrouvé des moments que j'ai vécus” (Alain),

”C'est vivant, très humain, ça parle de petites choses qu'on ne raconte jamais” (Valérie).

Tranches de chagrin

”Le travail rend libre”, inscription à l'entrée du camp d'Auschwitz, ”Travail-Famille-Patrie”, trilogie pétainiste, ”Réhabiliter le travail”, credo du duo Sargo-Séko, autant de slogans lancés aux esclaves-serfs-salariés sans l'exploitation desquels le capital ne serait que chiffons de papiers !

Outre des rééditions, Jean-Pierre Levaray a suscité plusieurs spectacles, une pièce de théâtre, un documentaire pour FR3. Depuis, Jean-Pierre a écrit d'autres livres, notamment ”Tranches de chagrin”, ”Journal d'un prolo ordinaire”, ”Classe fantôme”, car c'est bien au chagrin que vont encore les prolos, ces millions ”d'invisibles” qui forment une classe fantôme plus que jamais méprisée par la sphère politico-médiatique, plus que jamais brimée par les puissances économiques et judiciaires.

”Ceux, par exemple, qui triment pour la nocive industrie chimique dans les ateliers qui se délabrent, sur des machines qui se détraquent, en attendant délocalisations et licenciements collectifs. Ceux qui vivent l'usine, l'ennui, la fatigue, la vie perdue à la gagner, l'alcool et les médocs pour supporter les accidents, parfois la mort. Et puis la vie qui reprend le dessus : la récup, les apéros, les bouffes. Et encore ces moments de rupture où un autre futur semble pouvoir se construire : les grèves, les luttes où l'on reprend sa vie en mains”.

Action Discrète en Creuse

Le quotidien décrit par Jean-Pierre est parfaitement restitué dans le spectacle présenté par la ”Compagnie Action Discrète”.

C'est pourquoi, à l'invitation de la CNT23, Valérie Lavollé et Alain Brühl seront le 15 et 16 mai en Creuse.

La création de cette ”lecture mise en musique” a eu lieu le 16 Avril 2005 dans le cadre de ”Limoges 1905-2005”.

Après avoir navigué dans divers emplois Alain est ouvrier du Livre (correcteur) ; avec son saxophone il parcourt le jazz, les musiques improvisées, il a participé à plusieurs groupes musicaux ou fanfares, tel le Front Musical d'Intervention. Après des petits boulots Valérie est bibliothécaire ; de formation théâtrale elle a créé et interprété plusieurs spectacles, notamment un pour enfants sur le thème de l'eau ; elle a aussi travaillé le chant improvisé.

Leurs interrogations font écho au livre de Jean-Pierre : ”Dois-je rester pour continuer à lutter ? Dois-je démissionner pour fuir tout ça et vivre enfin ? Est-ce qu'en fin de compte je ne manque pas tout simplement de courage pour quitter le salariat ? Tout en sachant qu'on y retombe à un moment ou à un autre tant que cette société reste ce qu'elle est”.

”Putain d'usine” en Creuse

Invité par la CNT 23

Valérie Lavollé – lecture-chant
Alain Brühl – saxophone, percussions ménagères, guimbarde, flûte harmonique, jonglage fruitier, chant).

Aubusson le Mardi 15 Mai à 20 heures : Bar Au Fabuleux Destin... Café 6, rue Roger Cerclier (quartier Saint-Jean) – 06.74.01.46.54

Puy-Malsignat le Mercredi 16 Mai à 20 heures : Lieu associatif ”21”
Le Bourg, près de l'église. En partenariat avec l’association Saudade Da Luz. Restauration, apéro possible après le spectacle avec les comédiens. 05.55.67.24.17

La Spouze (la Celle sous Gouzon) le 30 juillet chez René Bourdet 05.55.62.20.61

Durée du spectacle 1H -
Participation libre du public.

... et que les têtes tombent

L'abattoir de Guéret vient de fermer ses portes. La presse locale s'en est largement fait l'écho, tardivement peut-être car cette issue était prévisible depuis 2001. Le préfet et les élus locaux se sont mobilisés pour essayer d'empêcher cette fermeture. Ils défendaient une entreprise et des salariés, ce qui est louable, mais sans poser le problème de fond : quel type d'abattoir peut être utile et nécessaire dans un département comme la Creuse ?

L'abattoir de Guéret avait une capacité normalisée de 18 000 tonnes de viande par an, soit 48 000 têtes de gros bovins par an (218 par jour). Cette capacité excède largement la part de la production creusoise qui est abattue localement. Le tour de table pour sauver l'abattoir, regroupant des coopératives et des acteurs locaux ne pouvait proposer que 8 000 t/an soit moins de 100 têtes par jour, soit un fonctionnement au ralenti et un manque de rentabilité. La seule façon de rentabiliser cette structure était de « récupérer » des clients d'autres abattoirs régionaux, quitte par là-même à les mettre en difficulté, ou bien de s'inscrire dans un de ces trafics triangulaires dont notre système est friand : un projet visait à augmenter la capacité d'abattage à 22 000

t/an et à le spécialiser dans l'abattage de taurillons destinés à l'exportation, amenés d'autres régions en camions qui repartaient chargés des bovins adultes qu'on n'avait plus le droit d'abattre ici !

On voit bien que toutes ces problématiques correspondent strictement à des enjeux financiers et capitalistes. Et pourtant, localement, d'autres enjeux devraient être pris en compte. En Creuse, comme dans le reste du Limousin, seulement 10% de ce que nous consommons est produit localement, y compris pour la viande dont une grande partie est importée alors que c'est ici la production dominante. Ici on fait du « veau d'Italie » ce qui consiste à se limiter à un rôle de naisseur et à vendre de la matière première transformée (engraissée) ailleurs et que l'on peut retrouver importée dans nos assiettes en payant une bonne plus value qui échappe à l'économie locale.

Vente directe

Mais un mouvement se dessine : des producteurs essayent de sortir de ce piège en faisant naître, engraissant, faisant abattre, découpant, vendant localement leur production et de plus en plus de gens leur font confiance pour avoir de la viande de qualité à un prix abordable. Ces éleveurs ont besoin d'un abattoir de proximité, de même que ceux qui, une ou deux fois par an, font abattre une bête pour leur consommation familiale. Il serait quand même paradoxal d'être dans un pays d'élevage et de ne pas pouvoir consommer la production locale ! L'abattoir d'Eymoutiers vient également de fermer. Maintenant, pour les bovins, il faut aller à La Châtre, à Bessines, à Limoges ou à Ussel. Certains de ces abattoirs sont des grosses structures, surchargées où l'on n'est jamais sûr de récupérer à la sortie les abats de ses propres bêtes. Le problème est le même pour l'abattage des ovins. Dans tous les cas les distances à parcourir deviennent un obstacle réel.

Une solution collective

Pour essayer de peser sur la réouverture de l'abattoir de Guéret, une quarantaine d'éleveurs ont créé le collectif « Abattre et valoriser la viande en Limousin », ouvert à ceux qui font de la vente directe, aux bouchers qui choisissent encore chez l'éleveur la viande qu'ils vendent, à ceux qui tuent pour leur propre consommation et à tout un chacun. Mais ce collectif n'apportait à l'abattoir qu'un volume de 375 t/an, une quantité trop faible, selon des critères strictement économiques, pour être vraiment pris au sérieux. Le collectif n'a pas pour autant baissé les bras et a lancé une étude sur la faisabilité de la création d'un petit abattoir de proximité et d'un atelier de découpe, traitant 3 à 400 t/an. Des exemples existent dans le Cantal ou en Alsace d'abattoirs neufs de petit tonnage, il existe également à l'étranger des camions-abattoirs ambulants (Autriche, Canada). Le problème est complexe, un abattoir de proximité doit être multi-espèces (ovins, bovins, etc.) et doit pouvoir traiter des bovins de plus de 24 mois (les vaches étant soupçonnées de folie, il y a des contraintes sanitaires particulièrement strictes pour les individus adultes).

Pour des exécutions publiques

Si l'on veut favoriser la consommation locale de la production locale, réduire les intermédiaires et affirmer que manger des produits de qualité est un droit pour tous, cet abattoir de proximité est nécessaire. Mais en regard des normes à respecter et des critères de rentabilité dominants il risque fort de ne pas être rentable. Etre un droit pour tous et ne pas être soumis à des critères de rentabilité est la définition même des services publics. Si nous avons besoin de cet outil, d'une façon ou d'une autre la collectivité doit en assumer sa part de charges.

MAP

Un boucher de Peyrat le Château choisissait ses bêtes chez les éleveurs locaux, les faisait abattre et revendait la viande localement, bon an mal an il débitait une trentaine de vaches et boeufs et une vingtaine de veaux. L'abattoir d'Eymoutier a fermé, le boucher ne peut plus se fournir localement, les éleveurs ont perdu un débouché et la population une viande de qualité.

Urne : récipient où l'on conserve les cendres de vos illusions

8 - Capitalisme à la poubelle

L'abstentionnisme, un acte politique

Pour beaucoup de personnes, l'abstentionnisme n'est pas un acte politique, bien au contraire, ce serait un acte de démission. Que cela soit vrai dans un certain nombre de cas, sûrement. Mais, nous pourrions dire exactement la même chose pour le fait de voter. Combien de votes correspondent à un simple conformisme civique et social sans aucune réflexion, ni une quelconque responsabilité politique ? Nombre d'autres personnes revendiquent clairement l'abstentionnisme comme acte politique pouvant ouvrir de nouvelles perspectives de transformations sociales.
Le texte de Pierre Bance (directeur de publication de Droit et société) présenté ci-dessous, remet à l'heure les « pendules » idéologiques de toute personne de bonne foi.

Peu importe que le président de la République soit de droite ou de gauche. Pour résister à l'hégémonie néolibérale, l'essentiel n'est pas de voter mais de lutter. Lutter contre le pouvoir, quel qu'il soit, car il corrompt les mieux intentionnés. Lutter pour l'émergence d'une société plus juste, plus libre et, pourquoi pas, égalitaire. Toutes les expériences socialistes de gouvernement, en France et ailleurs, sont des échecs au regard du socialisme. Ne parlons pas des dérives du communisme d'Etat. Quand à la gauche antilibérale, elle a montré combien les stratégies électoralistes sont destructrices de l'action collective.

Alors, faut-il rêver de prendre le pouvoir ou agir pour le rendre inutile, plutôt que de nous trouver en situation d'incapables majeurs pour avoir délégué notre autonomie de décision à un président, un député, un maire ? Tous incontrôlables et incontrôlés, utilisons nos intelligences et nos compétences multiples pour organiser les luttes économiques et sociales. « Agir au lieu d'élire » est un slogan qui fait son chemin partout dans le monde. Qui ne l'a compris, ici, avec la révolte contre le CPE menée par une foule certes peu structurée mais autonome et déterminée, derrière laquelle couraient politiciens et bureaucrates, toujours prêts à récupérer le mouvement, à négocier en son nom ! Au-delà de l'action au quotidien, par l'éducation, par la formation, par un fonctionnement et une pratique antiautoritaires, par une discipline collectivement voulue et respectée, le mouvement social organisé préparera une société sans exploitation qui remplacera, par la démocratie directe, la démocratie représentative ou sa doublure, la démocratie participative.

L'abstention politique n'a donc rien à voir avec la « démocratie impolitique » décrite par Pierre Rosanvallon. Pour beaucoup d'abstentionnistes, leur prise de position n'est pas une simple protestation mais s'inscrit, bien au contraire, dans un projet politique : celui d'une critique radicale de toutes les formes de pouvoir et de la construction d'un autre futur ne passant pas par les urnes.

Il est rassurant, et de l'ordre de la pensée unique, de mettre, l'abstentionniste au rang de l'incivique, du populiste ou de l'utopiste, alors que, souvent il milite pour des causes autrement engageantes que de mettre un papier dans une boîte pour désigner, sur une longue période, un mandataire sans mandat. Est-il incivique de ne pas se résigner, de penser que l'on peut subvertir la société par sa propre activité sociale plutôt que se complaire dans la passivité électorale ?

L'irresponsabilité n'est-elle pas, par exemple, de faire croire aux jeunes des banlieues qu'ils trouveront la solution de leurs problèmes par le vote ? Est-il populiste de douter du parlementarisme ? Le populisme comme le fascisme se nourrissent toujours à la mamelle électorale. Est-il utopique de rêver encore à la Sociale ? Moins que de croire en un dieu, en un sauveur ou une sauveuse suprême ; pas plus que de se satisfaire d'une fiction de représentation pour vaincre l'injustice. Refuser d'exercer son droit de vote, c'est casser la légitimité du pouvoir fondée sur un épisodique lien électoral et affirmer sa souveraineté individuelle dans un avenir collectif.

Il y aura bientôt cent cinquante ans, la Première Internationale proclamait que l'émancipation des travailleurs serait l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes. Le mot d'ordre est toujours actuel, plus vrai encore. A travers la planète, les travailleurs victimes du capitalisme, comme la composante autogestionnaire du mouvement altermondialiste, ne pensent pas autrement quand ils entrent en résistance contre l'hégémonie néolibérale. Le capitalisme triomphant sera éternel si l'histoire se fossilise dans l'urne !

Pierre Bance

Tchernobyl avec le sourire ?

Remarques sur la manifestation antinucléaire du 17 mars à Lyon

Le 17 mars dernier ont eu lieu dans cinq villes françaises des manifestation antinucléaires, à l'appel d'un collectif Stop-EPR, qui ont rassemblé près de 60 000 personnes.

L'appel à manifester

Le prospectus d'appel à la manifestation concentrait les travers, désormais habituels, du mouvement antinucléaire : ceux-là même qui l'ont amené à sa quasi disparition actuelle.

Ainsi on y trouvait presque exclusivement des arguments économiques à l'encontre de l'EPR ; accompagnés de l'insistance sur les énergies renouvelables et autres solutions-miracles pour rassurer le chaland. Remarquable aussi, la sous-estimation du plus décisif : la menace, qui s'accroît continuellement avec le vieillissement des centrales, d'une catastrophe majeure, ici en France, avec ses conséquences tellement considérables qu'il est difficile de les évoquer par écrit, et plus encore de se les représenter avec sa sensibilité.

Le plus frappant, dans ce prospectus, était que presque pas un mot n'était dit des centrales déjà existantes. On doit donc en déduire que, comme le rappelle d'ailleurs leur nom, les organisateurs de ces manifestations ne sont pas antinucléaires, mais seulement anti-EPR : ils sont donc partisans de la prolongation des centrales existantes, jusqu'à 30 ans, ou d'avantage peut-être – ou jusqu'à ce qu'elles pètent, bien entendu.

Pour couronner le tout, la programmation à cette date des manifestations avait pour but « d' interpeller » les divers candidats à la présidence de la république.

On sait pourtant que tous les partis de gouvernement ont toujours fait preuve en France d'une unanimité sur cette question. Et de toute évidence, l'unanimité reste la règle. (Rappelons, à propos des Verts, que Voynet déclarait il n'y a guère que « la lutte antinucléaire ne fait pas partie de [son] identité écologiste » : elle l'a amplement prouvé lors de son passage au ministère, contresignant, entre autres, le décrêt sur l'enfouissement des déchêts radioactifs. Quant à Bové, le mot « nucléaire » n'apparaît pas dans son prospectus électoral.)

Une manifestation

Malgré tout cela, nous avons décidé de nous rendre à trois à la manifestation de Lyon : les occasions de manifester publiquement une opposition au nucléaire sont tellement rares, que nous avons quand même voulu faire le voyage depuis la Creuse. Nous nous sommes donc retrouvé, à une petite dizaine, autour d'une banderole réclamant l'arrêt immédiat du nucléaire, à diffuser le tract de la Coordination contre la société nucléaire portant la même improbable et pourtant vitale revendication, au milieu d'une foule de quelque 6000 personnes .

L'atmosphère de la manifestation était conforme à nos espérances : les mini-éoliennes en carton étaient arborées par des centaines de manifestants; les tee-shirts ad hoc donnaient à la foule la dominante jaune préconisée par les organisateurs – soi-disant couleur du soleil et de l'espoir; mais on aurait à meilleur droit pu parler de « jaune-cocu », à moins qu'il ne s'agisse des « jaunes » comme on disait jadis des briseurs de grève. L'ambiance de parc d'attractions était surtout impulsée par l'inévitable sono avec musique « live » ou préenregistrée, entrecoupée de quelques discours, pour être absolument certain que les gens ne risquaient pas de réfléchir à pourquoi ils étaient là, ni d'en discuter, voire se faire entendre publiquement.

La parole à quelques politiques sur l'estrade, et les autres en face qui se taisent, regardent, écoutent. Tout cela bien sûr au nom du « fun », de la bonne humeur, etc. évidemment particulièrement adapté, quand il s'agit du nucléaire.

Nous eûmes même droit à ces mises en scène, héritées du vieux totalitarisme, et remises au goût du jour pour complaire aux médias modernes : mouvements de foule planifiés – les faire asseoir, relever, rasseoir à la commande – dans le silence, sur fond de musique « planante » et de discours préenregistré, avec sur l'estrade une « Marianne » baillonnée brandissant un drapeau du Réseau pour sortir du nucléaire. Et les manifestants, presque à l'unanimité, se prêtent à ce jeu-là !

Quant aux discours prononçés ce jour-là, relevons la perle de Michèle Rivasi, cofondatrice de la Crii-rad : « avec ses 59 réacteurs, la France a 10 réacteurs de trop ». Voilà. Ces gens-là prennent bien toutes les précautions pour que personne ne puisse sérieusement les croire antinucléaires : de Lepage à Besancenot en passant par Voynet, tous les marchands de tapis venus faire l'article à l'une des cinq manifestations l'ont répété : ce qu'ils reprochent à l'EPR, c'est d'être inutile, trop cher, dépassé...

Tant que ces gens-là, et ces discours-là, garderont le monopole de ce qui reste de l'opposition au nucléaire, dans un océan d'indifférence, il n'y aura aucun espoir que les choses s'améliorent : nous continuerons à nous endormir tous les soirs, à nous réveiller tous les matins, à l'ombre étouffante de la prochaine catastrophe. (Signalons comme exemple à suivre que Voynet s'était faite virer par une minorité décidée de la manifestation de Cherbourg l'an dernier.)

A la manifestation de Lyon, nous avions amené notre propre banderole où nous y avions écrit : « Tchernobyl avec le sourire ? » et au dos « On est des cobayes mais au moins on vote ». Il est à craindre que l'ironie n'en ait pas été comprise par beaucoup de monde. Quoi qu'il en soit, c'était un sous-titre assez précis de ce qu'il y avait à voir ce jour-là.

Quant à l'ironie, pour qu'elle soit comprise ou même possible, encore faut-il qu'il reste dans le discours public un minimum de logique et de bon sens : quand le n'importe quoi, avec son mépris sous-jacent pour le « spectateur », s'étale de la publicité au pseudo-raisonnement politique sur le vote par exemple, il ne devient plus invraisemblable que des « citoyens » revendiquent fièrement leur condition de cobaye, de future « viande à rem »... mais d'électeur ! Quand même !

Cédric

Elections
Acte I : l'internationale technocratique

La plupart des décisions politiques qui conditionnent nos vies sont prises en dehors de tout contrôle démocratique, fût-il en trompe-l'œil. Comme les armateurs fantômes, les vrais responsables politiques disparaissent derrière une succession d'écrans, l'Europe, l'OMC, tandis que des marées noires bien réelles conchient les littoraux, et que les ravages bien réels d'une réal politique à l'échelle mondiale dont le cynisme le dispute à la bêtise suicidaire s'accélèrent.

Cette réal politique totalitaire qui s'exerce hors de toute instance démocratique, imposant guerre et famine aux pays sous tutelle, et fuite en avant aux nations qui décident (principalement USA, Europe, Japon), jouit de la protection tacite que lui octroient les populations des pays dominants en ne remettant jamais en cause leur fameuse démocratie représentative. C'est pourtant sur ses principes qu'a été édifiée l'organisation politique et économique du monde d'aujourd'hui. Elle l'a été par le biais d'institutions, celles de l'ONU, forgées selon le même principe de tromperie : apparence de justice et de démocratie, réalité d'une concentration totalitaire des pouvoirs aux mains d'une minorité surpuissante qui impose sa vision et ses choix. Sa vision est celle de Bretton Woods : tout ce qui n'est pas financièrement quantifiable n'existe pas. Ses choix se résument à un seul mot : croissance, croissance, croissance.

L'ONU a produit des institutions aussi contradictoires que l'UNICEF, l'OMS et le FMI et la Banque Mondiale, dont les objectifs sont rigoureusement opposés. Ça n'a aucune importance. Dans des salles voisines, de doctes responsables de l'humanité souffrante cherchent comment alphabétiser les petits miséreux, tandis que d'autres s'emploient à faire disparaître l'enseignement public, gaspillage éhonté. Ils mangeront ensemble, se connaissent, dormiront du sommeil du juste. En vérité, certaines institutions sont inefficientes, elles servent de paravent aux autres, elles masquent l'horreur. Comment cracher sur l'ONU en général, qui se soucie tant et à grand battage de la santé et de la paix dans le monde, de l'enfance, de l'éducation, de la condition féminine, de la promotion de la démocratie ? Oui mais le capitalisme tueur n'est-il pas promu par la Banque Mondiale, le FMI, et ce monstrueux épigone qui a succédé au GATT pour devenir une institution libérée de toutes les contraintes propres à l'ONU dont elle est issue, je parle de l'OMC ? Cela, comme dans nos démocraties représentatives plus modestes, n'a pas la moindre importance. Certaines institutions sont décoratives, d'autres sont opérationnelles. Depuis la naissance de l'UNICEF, le nombre d'enfants au travail est passé de 20 à plus de 200 millions dans le monde, tandis que la population mondiale ne faisait que tripler. Depuis que les institutions de Bretton Woods existent, la dette des pays pauvres a pris naissance, et aujourd'hui, si l'aide au développement coûte 60 milliards de dollars par an aux pays de l'OCDE (les 29 pays les plus industrialisés), elle leur rapporte, via le remboursement de la dette, plus de 200 milliards de dollars par an. Qui bénéficie de cette manne, ou en d'autres termes du remboursement par des miséreux de la dette contractée par les dictateurs qui les oppriment ? Dans l'ordre, des banques et des fonds de pension, le Club de Paris (la France, qui se goinfre 200 millions par an, arrive en 3e position, derrière le Japon et l'Allemagne), enfin le FMI et la Banque Mondiale, étant entendu qu'ils représentent fort peu les pays pauvres. Moralité ? L'efficacité de certaines institutions est nulle, tandis que d'autres sont terriblement opérationnelles. Lesquelles ? Celles qui servent les riches au détriment des pauvres.

Ce n'est pas pour rien que le ministère de la coopération, en France, a succédé en 59 au ministère des colonies. Dites-le avec des fleurs... Mais cet ordre colonial a beau avoir retiré son uniforme et se présenter sous les doux traits de la démocratie, ses effets n'ont pas changé, ses intentions et la réalité de son action non plus. Il s'agit toujours de l'exploitation coloniale la plus féroce. De la même façon, l'ONU est né au lendemain de la guerre non pour en éviter une autre, mais pour faire perdurer, sous un masque policé, l'ordre colonial en déroute. Et si elle n'a pas été créée pour cela, c'est cependant la seule chose concrète qu'elle ait faite depuis sa création. Quoi de plus normal ? Qui est réellement représenté ? l'unique délégué désargenté d'un pays misérable, qui peut se payer le voyage à Genève deux fois par an, fait-il le poids face aux groupes de lobbying, aux délégués, aux conseillers, aux permanents d'un pays riche ? L'ONU fonctionne comme la vie : tout le monde est égal, mais les loyers et les repas ne sont pas en CFA. Se démerde qui peut. Les pauvres du monde entier sont à peu près autant représentés à l'ONU que les ouvriers (ou les femmes) à l'Assemblée Nationale en France. La démocratie représentative ne représente que les riches, mais elle a besoin, pour des questions de légitimité, des voix des pauvres. Arrêtons de lui faire ce plaisir.

Acte II : les dés pipés de la démocratie représentative

La démocratie représentative prend des décisions qui vont à l'encontre de la volonté populaire. Quoique la majorité des français soit opposée au nucléaire et aux OGM, le gouvernement français les favorise. Combien de français ont décidé que l'armée française entraîneraient les génocidaires rwandais ? Combien savent ce qui se commet, en leur nom, dans maint pays d'Afrique ? Ceux qui ont voté pour lui ont-ils donné mandat à Chirac de décider, en se torchant avec le traité de non-prolifération, d'opérer au besoin des frappes nucléaires PREVENTIVES avec les fameux missiles M-15 partout où les approvisionnements de la France sont menacés ?

Le succès de la démocratie représentative repose sur le mythe de la représentation. Les pouvoirs sont bel et bien confisqués à l'ensemble des citoyens et exercés par une minorité d'hommes bien peu représentatifs de la majorité, et qui ont une fâcheuse tendance, faisant partie d'un milieu minuscule au pouvoir exorbitant, à se connaître, à avoir des points de vue parallèles, et surtout une vision élitaire de la politique. Les institutions de la république protègent cette minorité de l'avis, des besoins, des aspirations de la plèbe. Ils sont au service de la France, qui tient dans la cour des nations, avec son rayonnement culturel couvé par des gardes du corps barbouzards, les intérêts de ses multinationales, son statut de marchande d'armes et de fournisseuse de technologie nucléaire, un rang princier.

Mais pourquoi tiennent-ils tant à la démocratie, quand ils ont un tel mépris du dêmos ? Cette question nous fait toucher du doigt l'essence cynique de la démocratie représentative, mais aussi son incomparable efficacité.

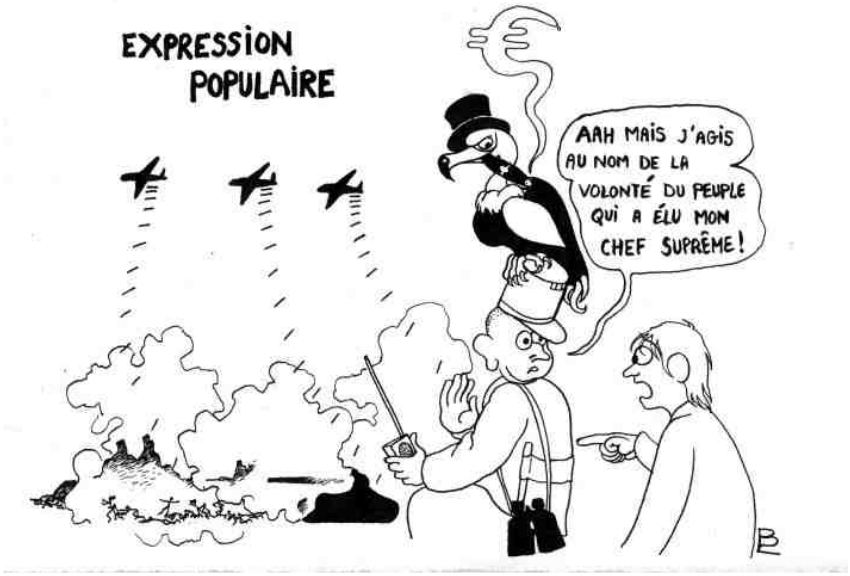
On peut s'étonner que tant de personnes intelligentes persistent à accepter de jouer avec des dés pipés. C'est qu'il est pénible de remettre en question ses habitudes. Nous sommes habitués à rouler avec l'essence produite dans des pays où l'immense majorité n'a pas accès à la mobilité, à boire un petit café le matin dont le producteur ne gagne pas sa vie, à manger des vaches gavées de céréales et de soja tandis que 4000 mômes meurent de faim chaque jour. Ce système colonial, même si nous ne sommes pas très riches, fonctionne à notre profit. Il est plus reposant de le penser imparfait mais perfectible, sans trop se poser de questions sur sa réalité.

Si on pouvait rendre visibles, comme des courants colorés, les mouvements de matières premières et de capitaux sur une mappemonde, on verrait affluer toutes les ressources de la planète vers quelques points géographiques. De cette manne nous ne touchons que les miettes, mais elles suffisent à fermer nos gueules. Avec matières premières et capitaux arrivent des êtres humains. Eux passent, mais au compte-goutte : on a toujours besoin de travailleurs sans droits. Beaucoup meurent. La situation s'est dégradée dans la quasi-totalité des PMA. Concrètement, c'est la malnutrition, l'analphabétisme, la maladie, la misère, l'esclavage, une espérance de vie qui va de 38 à 50 ans. Ce flux approvisionne exclusivement des démocraties représentatives. Elles trouvent le moyen de draîner toutes les ressources, le pognon et la force de travail de la planète vers elles.

Si elles n'y arrivent pas par leurs vertus, elles utilisent la force, comme toutes les dictatures. Mais se posant comme le must de la civilisation, et ne désirant pas renoncer au formidable capital de sympathie que leur vaut leur incessant boulot de public-relation auprès des populations, elles ne le font pas ouvertement. Elles passent par le biais d'institutions complexes comme celles de l'UE, de l'ONU, de l'OMC, qui de fait font le contraire (la fortune d'une minorité) de ce qu'elles professent (le bien de l'humanité), et par le biais de ces services illégaux dans la légalité que sont les services secrets. Ces services secrets sont au plus près de l'exécutif, à la tête des Etats. Ils se trouvent hors de tout contrôle démocratique, protégés par le secret-défense. Le cirque des élections aurait une signification si tout un pan de l'Etat, et non le moindre, n'échappait pas totalement à la démocratie, même représentative, la réduisant à un simple simulacre. Ce pouvoir arbitraire a besoin de se donner une légitimité démocratique, faute d'un fonctionnement démocratique. Nos suffrages le lui permettent. C'est bien grâce à eux que l'horreur continue.

On peut être un réformiste sincère : Le pillage du monde se fait à la frange des lois, quand ce n'est pas au mépris de toute loi. La corruption, générale et meurtrière, n'est pas légale. Les dictatures ploutocratiques que sont nos démocraties mentent. Un mensonge incessant, obstiné, répétitif. Peut-on changer la donne par le biais de règlements, de lois internationales, en régénérant l'ONU ? Ce qui a été fait par une loi peut être défait par une autre. Mais penser qu'il existe une solution règlementaire est ingénu. Les lois n'existent que pour ceux qui ont les moyens de les faire appliquer, des lois meilleures ne changeront pas la donne. Le réformisme est un fatalisme, une défaite. Il consiste à croire encore après des trahisons innombrables. Les institutions faites par des riches pour des riches ne serviront jamais les pauvres, elles ne sont pas conçues pour ça. Cessons de donner nos suffrages à cette escroquerie.

Laurence Biberfeld



Fred Alpi, chanteur libertaire une colère pleine d'amour

Peux-tu te présenter à nos lecteurs creusois ?

Je suis né en Suède en 1962, j'ai passé mon enfance et mon adolescence dans le nord de la France, à Amiens. J'ai commencé à faire du punk-rock à treize, quatorze ans, vers vingt-cinq ans je me suis installé en Belgique pour faire de la musique, puis à Berlin, je suis revenu à Paris depuis 1990. C'est toujours la musique qui m'a fait voyager d'un pays à un autre, maintenant je suis en France depuis longtemps car j'avais décidé, quand j'étais à Berlin, d'écrire mes propres chansons en français que je maîtrisais mieux que l'anglais ou l'allemand. J'aime les beaux textes, j'aime lire, j'aime la chanson française classique que j'ai chantée dans le métro à Paris pendant plusieurs années : Ferré, Brassens, Vian, Brel, Gainsbourg, Dutronc, Prévert. J'avais envie de m'inscrire dans une tradition de textes qui tiennent bien la route et dans une tradition musicale qui n'est pas celle de la chanson française parce que je viens du punk-rock, du rock au sens large et du blues. Voilà pour situer un petit peu le contexte général. Il y a quelque-chose aussi d'important, c'est que ma musique a toujours été accompagnée d'une conscience politique, qui a commencée par le punk-rock à l'adolescence, une conscience de la liberté et donc de l'anarchie, d'abord d'une façon spontanée puis à travers mes lectures, mes engagements divers, ma façon de fonctionner avec les réseaux indépendants, les labels indépendants. Voir comment un fonctionnement libertaire pouvait être mis en place autour de la musique puis après finalement au niveau de la société. C'est un peu la musique qui m'a amené à avoir une réflexion philosophique et politique sur l'anarchie.

Tu viens de sortir un album « Se reposer ou être libre », c'est ton premier ?

Non, c'est le troisième album que je sors sous mon propre nom comme chanteur : le premier en 2000 s'appelle « Ici et maintenant », le deuxième en 2003 s'appelle « Les chiens mangent les chiens ». « Se reposer ou être libre » est le premier album que je fais en duo acoustique avec juste deux guitares et une voix. Gilles Fégeant vient du blues, je l'ai rencontré il y a deux ans et il m'accompagne à la guitare. Les albums précédents étaient fait en trio, guitare – basse – batterie, avec des musiciens avec lesquels je joue toujours. En fait je suis arrivé à cette formule de deux guitares quand je me suis rendu compte que la forme acoustique convenait mieux à ma façon d'écrire et de chanter, alors que jusqu'à présent j'avais tendance à électrifier car c'est ma culture musicale d'origine. Il manquait un peu de mélodie dans les premiers albums, j'arrivais à jouer de la guitare rythmique pour m'accompagner mais je ne pouvais pas jouer la mélodie en même temps. Je me suis mis en quête d'un guitariste qui puisse amener une guitare beaucoup plus mélodique, et c'est comme ça que j'ai rencontré Gilles.

Peut-on revenir sur les textes de cet album ? On connaît ton engagement politique du côté de l'anarcho-syndicalisme et de l'anarchisme et c'est un peu étrange dans un des premiers textes « Les ronces artificielles » d'entendre affirmer que les « mythologies politiques, religieuses ou économiques assassinent ton quotidien ». C'est pas contradictoire avec un engagement politique ?

Pour moi la pensée anarchiste et libertaire est délivrée de toutes les mythologies du grand soir, « il faut en chier maintenant et demain vous verrez ça ira. Ce sont les lendemains qui chantent. Il faut passer par une dictature pour instaurer une société telle qu'on la veut ». Dans la pensée anarchiste les fins et les moyens se confondent, il n'y a pas de mythologie, il y a des actes. La liberté, l'égalité, la solidarité, c'est une méthode et une fin en même temps, alors que dans beaucoup de pensées politiques on dit « la fin justifie les moyens : aujourd'hui on fait des choses qui ne nous conviennent pas mais vous verrez plus tard ça sera bien », le capitalisme, le communisme autoritaire, les religions fonctionnent de la même façon, certaines philosophies aussi : renonciation à la vie ici et maintenant pour un espèce de futur improbable, « les sacrifices d'aujourd'hui sont les emplois de demain », toujours des mensonges pour faire tenir les gens calmes maintenant face à la main invisible du marché ou de dieu..

Quelle est la jonction entre tes idées politiques et la musique ?

Je fais de la musique aussi pour faire passer mes idées. La musique c'est ce qui m'a appris très concrètement à mettre mes pensées et mes actes en coordination. J'avais envie de chanter la liberté mais aussi de vivre libre. Il ne fallait pas que ce soit abstrait. Cette liberté je l'ai rencontrée grâce au punk-rock où il fallait s'organiser avec les labels et des réseaux indépendants de l'industrie et qui permettaient de vivre sa pensée au quotidien. C'est la musique qui m'a amené à avoir une démarche libertaire anarchiste que j'essaye de faire partager au plus grand nombre pour qu'elle soit mise en pratique dans tous les aspects de la vie quotidienne, que ce soit la vie de couple, la vie en groupe, en société, il n'y a pas de limite pour vivre avec ces principes de liberté, d'égalité, de solidarité.

Il y a une chanson intitulée « Jean-François B, social-démocrate », ça a un rapport avec les élections ?

Non, cette chanson est la reprise acoustique d'une chanson qui figurait déjà sur l'album précédent. En fait elle raconte

l'histoire de ces gens - et plus particulièrement les socialistes - qui tout au long de l'histoire de leur parti ont finalement fait le lit du capitalisme, voire même du fascisme, en professant des idées de renonciation, de pragmatisme, de réalisme. Le discours qui prévaut aujourd'hui chez les socialistes voit le capitalisme et le marché comme l'horizon indépassable de la société : renonciation concrète aux idéaux qui sont revendiqués dans leur théorie. Et ce n'est pas un hasard si c'est sous les gouvernements socialistes que la bourse fonctionne le mieux, que les lois sociales sont le plus cassées, parce que les structures syndicales qui sont inféodées aux partis ne sont plus du tout combatives. C'est encore plus pernicieux qu'un gouvernement de droite. Ils vont plus loin encore que les capitalistes car ils ont des complexes par rapport à l'économie. Les gens qui croient à ça sont peut-être de bonne foi, comme les militants communistes qui défendaient Staline, ils croient faire le bien alors que c'est le contraire, ils pensent ne pas être égoïstes alors qu'ils le sont encore plus.

D*ans une autre chanson tu revendiques ta « part de violence », ce n'est pas très politiquement correct aujourd'hui.*

Oui. Il y a deux choses qui font peur à l'être humain c'est la liberté et le bonheur. Ce qu'on voit dans l'histoire c'est que tous les progrès sociaux, quels qu'ils soient, ont toujours été le résultat d'un rapport de force. Quand je parle de violence, je ne parle pas d'aller casser la gueule à n'importe qui, ça ne sert à rien, c'est du défoulement contre productif. Faire grève, monter des mouvements sociaux c'est une violence en réaction à celle du système. Le système est violent mais ne se présente pas comme tel. Oui je revendique la violence de la lutte, de la grève générale particulièrement, il ne faut pas s'imaginer qu'une société va changer juste en s'asseyant par terre en disant « ce que vous faites c'est mal ». Quand il y a une grève générale, il faut assumer, faire des piquets de grève, se trouver confronté à la police, à des milices patronales. C'est une auto-défense. Je ne prône pas la violence pour la violence, la violence comme fin en soi c'est autodestructeur. Mais la violence c'est malheureusement un moyen qu'on est contraint d'utiliser pour ne pas se faire massacrer.

Est-ce que tu penses que le libéralisme met en danger la démocratie ?

On voit bien actuellement que, contrairement à ce qui a été prétendu pendant des décennies, le capitalisme n'a pas besoin de démocratie : on voit ça en Chine où le capitalisme s'accommode très bien du communisme le plus dictatorial, on voit bien ça en Russie. Ce n'est pas nouveau, les expériences de l'ultra libéralisme ont commencé en 1973 au Chili : c'est là où les Chicago boys ont commencé à mettre en pratique leurs idées, justement dans une dictature parce que c'est un pouvoir stable. Le capitalisme a besoin d'un pouvoir stable, il n'a pas besoin d'une démocratie qui par nature pourrait être instable, il préfère des régimes autoritaires et forts. La

démocratie est à repenser dans le sens où l'économie n'est qu'un outil alors qu'elle est présentée comme une fin en soi, comme horizon indépassable et comme moyen de résoudre tous les problèmes de société. Il faut repenser la démocratie comme une organisation de la société qui va bien au delà de l'économie.

La vie d'artiste, c'est pas bien facile, surtout dans les circuits indépendants. Je crois savoir que tu n'arrives pas à vivre de ta musique et que tu n'es pas intermittent.

L'intermittence est un système qui se justifie sur un certain nombre de points mais qui met les intermittents eux-mêmes en situation de dépendance par rapport à des employeurs, et qui favorise actuellement de très grosses productions exploitant le système de façon éhontée et détournant complètement la notion d'intermittence. La notion d'intermittence, si elle était respectée dans son esprit, serait plutôt un bon système puisque la réalité des artistes n'est pas qu'ils travaillent en intermittence mais qu'ils sont payés par intermittence : ils travaillent toute l'année et de temps en temps arrivent à gagner un peu d'argent. Mais beaucoup d'intermittents se sont laissés prendre par le système un peu par facilité et ça les a mis sous dépendance, un peu comme le système de subventions prôné par les socialistes qui mettent un peu la culture sous tutelle. Moi je suis complètement indépendant, c'est pas simple mais je n'ai de comptes à rendre à personne. C'est pas facile et je suis obligé de travailler à côté pour manger. L'intermittence ne me convient pas mais je comprends qu'elle convienne à certains, notamment à tous les techniciens du spectacle qui n'ont pas ce soucis de préserver une certaine créativité. Certains artistes sont obligés de faire de la soupe et ça tue leur créativité.

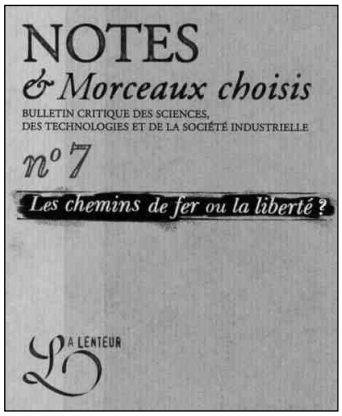
E*st-ce qu'il y a quelque chose qui te tient à coeur et que tu voudrais évoquer avant qu'on se quitte ?*

Ce qui m'inquiète le plus actuellement c'est la remontée du religieux dans sa forme la plus primitive, qui me semble être le danger principal auquel on va être confrontés dans les années à venir. Cette espèce de pensée primaire du religieux est en train d'envahir tous les secteurs de la société et c'est l'inverse de ce qu'il faut pour préparer une société démocratique. On est dans la croyance on n'est pas dans le savoir, on n'est pas dans le réflexion on est dans l'instinct, on est dans une espèce de pseudo-nature, dans les instincts les plus bas de l'être humain. On n'est pas dans l'élaboration d'une pensée et d'un mode de vie, on est dans la tradition juste parce que c'est la tradition, on est dans une espèce de culture identitaire absurde. Personne ne choisit sa religion, 99% des gens ont la religion de leurs parents, c'est l'inverse d'une démarche de liberté de pensée et d'agir.

Tournée en France (printemps / automne 2007) et au Québec (automne 2007)
Infos sur www.fredalpi.com
Discographie
Albums :
2007 "Se reposer ou être libre" (Nidstang/Fairplay/SED)
2003 "Les Chiens mangent les Chiens" (Nidstang/Fairplay/SED)
2000 "Ici et maintenant" (Nidstang/Fairplay/SED)
Autres participations :
2006 DVD et film "Désentubage Cathodiques" (Zalea TV - France)
2005 CD "20 d'antifascisme radical" (No Pasaran - France)
2005 CD "Soundtrack zur sozialen Revolution" (FAU - Allemangne)
2004 CD "Les oreilles loin du Front" (Ras l'front - France)
etc.
Contact : Nidstang BP6222, 75062 Paris Cedex 02
Tel 01 42 21 00 85
fredalpi@fredalpi.com

14 - Mauvaises lectures

Notes et Morceaux choisis, Bulletin critique des sciences, des technologies et de la société industrielle, n°7, Les chemins de fer ou la liberté?, La lenteur, 2006.



La teneur de ce numéro est largement historique : on y trouve une note de lecture sur « les Etats-Unis avant la grande industrie » qui décrit l'état des moeurs et du commerce américain dans la 1ère moitié du 19ème siècle, avant l'avènement du train bouleversant radicalement la société.

Un autre article est consacré à l'oeuvre de l'historien des idées Christopher Lasch, notamment son analyse de mouvements démocratiques du 19ème siècle ou du début 20ème quelque peu occultés aujourd'hui.

On y trouve enfin un étonnant texte d'un ouvrier de 1848, virulente dénonciation du salariat et de l'industrie naissante, qui donne son titre au numéro.

Pour autant c'est bien le présent qui préoccupe les auteurs de la revue : ce dont il s'agit ici c'est de « se ré-approprier l'histoire pour y puiser les forces et l'attention nécessaires à la reconstruction d'un avenir plus ouvert », en « montrant que l'histoire est riche de potentialités et d'expériences qui sont autant de promesses d'un meilleur usage de la vie ».

L'ambition centrale prêtée à C. Lasch s'applique ainsi à merveille à ce numéro : « dépasser les réflexes pavloviens [notamment de la gauche] qui troquent la volonté de comprendre contre le souci d'appartenir au bon camp ».

Pour combattre ces réflexes s'impose la nécessité de « reconsidérer de fond en comble l'idée de progrès » et de comprendre que, aujourd'hui comme hier, « le mal fondamental n'est pas la misère, mais l'esclavage » -fût-il dissimulé par les chaînes chatoyantes de la consommation de masse et des « technologies conviviales ».

Revenir ainsi sur les débuts de l'industrialisation, du salariat, du capitalisme moderne, sur le contexte contradictoire qui les a vu naître et sur les résistances non moins contradictoires qu'ils ont d'abord suscité se révèle ainsi fort instructif pour ceux qui, arrivés là où nous en sommes, éprouvent la nécessité de « s'opposer (...) à la transformation de l'organisation sociale en une société industrielle où les rapports sociaux sont régis par l'expansion indéfinie de la production et ses impératifs économiques et techniques. »

Notons enfin dans ce numéro deux articles critiques consacré à « La décroissance, l'économie et l'Etat », et « La Décroissance, journal de l'ordre », ainsi que la réédition de « L'Appel de Raspail » publié dans un précédent *Creuse-Citron.*

Devenons des médias alternatifs devrait vite devenir un outil indispensable à nombre d'activistes en tout genre ! C'est un « guide des médias alternatifs et des sources d'informations différentes ».

On trouve dans cette publication : un dossier sur les médias alternatifs avec les critères pour les définir, les moyens de les créer... mais aussi un annuaire thématique qui couvre à peu près tous les domaines de l'alternatif avec une partie sur la presse alternative locale ou régionale (Creuse-Citron devrait y trouver sa place prochainement). Sans oublier une annexe avec divers appels et propositions accompagné d'un index très utile pour trouver le contact que l'on cherche !

De nouveaux guides sont en préparation :

-- « Le guide des métiers et formations alternatives »,

-- « Le guide des lieux-ressources alternatifs et des librairies indépendantes »...

Tout contact est fortement conseillé : ***www.guidaltern.org***

Il est possible de recevoir leur ***cyberlettre d'informations alternatives.***

L'association Survie milite pour l'assainissement des relations franco-africaines, pour l'accès de tous aux biens publics (eau, nourriture, santé, éducation, justice, etc..) ; elle lutte contre la banalisation des crimes contre l'humanité et des génocides (comme au Rwanda en 1994, au Congo-Brazaville en 1998-1999 entre autres..). Survie organise des campagnes d'information, de sensibilisation et d'interpellation des citoyens et des responsables politiques français sur le caractère néocolonial des relations franco-africaines.

L'association édite un certain nombre de livres, brochures pédagogiques "Les dictateurs amis de la France !?", "Pour en finir avec les paradis fiscaux"..., revues "Billets d'Afrique et d'ailleurs", les "Dossiers noirs de la politique de la France en Afrique", une lettre d'information électronique mensuelle : "Survie info" à laquelle vous pouvez vous abonner. Elle possède 23 groupes locaux partout en France dans lesquels vous pouvez vous investir. Pour les contacter : contact@survie-france.org Tél : 01 44 61 03 25

Nous vous conseillons la lecture de leur brochure ***"La France coloniale d'hier et d'aujourd'hui"*** qui explique bien les origines, l'exploitation, l'idéologie, la légitimation du phénomène colonial. Comment est né le racisme avec la désinformation, la censure, l'ignorance, voire le mépris d'une grande partie de l'opinion française à l'égard de l'Afrique. Les interventions militaires, le soutien aux dictateurs, etc, etc. Tout ce que vous devriez savoir sans avoir à le demander...si on avait une vraie information.

Les élections étant à l'ordre du jour, commençons par le dernier numéro de **No pasaran** (avril 2007) qui propose un dossier « *Patate* » (le seul candidat qui ne se présente pas) avec un conseil, « *pendant les élections...sortons de l'isoloir, à nous la politique !* ». Beaucoup d'humour et de dérision pour contrebalancer la si pesante morale électoraliste. Rappelons au passage que le numéro de février de **No pasaran** avait présenté un très bon dossier consacré au « *théâtre de l'opprimé* » initié par Augusto Boal. Après avoir exposé les principes politiques de ce « théâtre », nous sont décrites différentes formes que peut prendre cette expression politico-artistique : le théâtre-forum (« *avec l'idée que le théâtre doit être conflit, contradiction ou tout autre type de choc et de combat* »), le théâtre introspectif ou « Arc-en-ciel du désir » ou encore le théâtre de l'invisible (« *pour provoquer dans la réalité une situation conflictuelle qui pose un problème politique* »).

Qui ne se souvient de l'affaire des caricatures de Mahomet avec en corollaire la plainte contre le journal *Charlie-hebdo* ? Hallali général contre la censure, même le nain présidensiable se fendit d'un « la liberté d'expression ne se négocie pas » ! Par contre, beaucoup moins de monde est au courant de l'affaire du petit livre « *Vos papiers ! Que faire face à la police ?* » de C.Schouler du Syndicat de la magistrature (L'Esprit frappeur). L'auteur, l'éditeur et le dessinateur viennent d'être condamnés pour « injure et diffamation publiques envers une administration publique » (la police). Mais qu'est ce qui a pu attirer autant les foudres du ministre de l'intérieur de l'époque (2001, un ministre socialiste, bien de gauche comme il faut) responsable de la plainte ? La couverture qui représentait un policier avec un nez ressemblant plus ou moins à celui d'un gentil porc ! Et que croyez-vous qu'il arriva ? Une levée générale de boucliers médiatiques avec *Charlie-hebdo* en tête pour s'opposer à une censure inacceptable ? Rien, trois fois rien. Voici une belle preuve que la liberté d'expression et la censure qui lui colle aux baskets sont vraiment à géométrie variable : il y a la bonne liberté d'expression et la mauvaise ! On ne peut qu'avoir envie de dégueuler sur tous ces arrogants donneurs de leçon (« journalistes », « intellectuels », « politiques »...).

Quelques rares publications sauvent, quand même, un « honneur » bien déliquescent : c'est le cas, entre autres, du **Monde Libertaire** (n°1472 du 5 avril 2007) qui n'hésita pas à faire sa couverture de cette affaire avec un dessin « cochon » de Babouse accompagné du titre « *Contrôles au faciès : les cochons en ont ras le cul* ». Quant à **CQFD** (mars 2007), il nous propose pas moins de « *22 dessins cochons pour les poulets !* » tirés d'un blog (**http://touscochons.blogspot.com/**) créé à l'initiative de dessinateurs insoumis moins connus que tous ces petits « chiens de garde » à la queue baissée bien entre les jambes ! Dernière minute : *Libération* du 23 avril a consacré deux pages « *Cachez ce groin* » en soutien aux condamnés.

Décidément, **CQFD** est sur tous les fronts. Dans son précédent numéro, il nous propose un long interview autour du film « *Volem rien foutre al païs* », projeté récemment à Eymoutiers (suite de « *Attention danger travail* »). Sorte de brûlot vagabond sur les « déserteurs du chagrin », sujet brûlant, source de polémiques assez violentes. Et toujours le même journal ne trouve rien de mieux que d'aller interviewer (dans son numéro d'avril) Léon de Mattis pour son sulfureux livre, « *Mort à la démocratie* » qui remet en question le principe même de celle-ci !

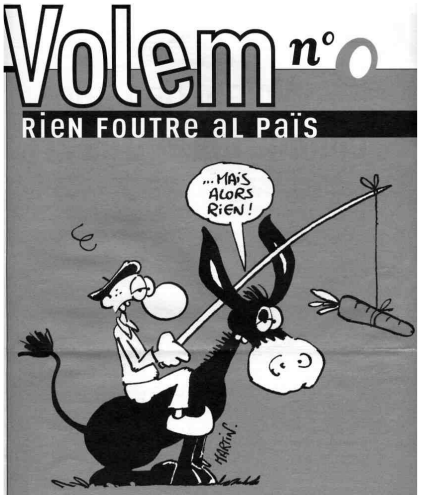
Réfractions, la revue de recherches et d'expressions anarchistes, consacre son numéro (17) d'hiver 2006-printemps 2007 aux « *pouvoirs et conflictualités* ». Structuré en deux parties, « Le politique, le sujet et l'action » et « Luttes et révoltes d'aujourd'hui », ce dossier confirme la haute tenue intellectuelle et idéologique de cette publication. On pourra s'essayer à un peu d'idéologie avec l'article, « *Les formes politiques du pouvoir* » sans oublier l'indispensable pratique qui doit aller avec, présentée dans le texte « *Comment reprendre en mains le pouvoir politique ?* ». Enfin on ne peut que conseiller un détour par l'analyse « *du bon usage de l'hypothèse de la servitude volontaire ?* » (de l'inévitable essai de La Boétie).

Toujours sur la brèche, le dernier **Barricata** (fanzine de contre-culture du RASH Paris-banlieue) de mars 2007 nous offre un excellent numéro avec une abondance éditoriale de qualité. On y trouve un dossier très fourni et passionnant sur la bande dessinée avec, au hasard, Alan Moore et son fameux « *V pour Vendetta* » présenté parfois comme un « brûlot anarchiste dénonçant une Angleterre fachiste » mais aussi le scénariste Pierre Christin (auteur des extraordinaires albums, « *Partie de chasse* » ou encore « *Les phalanges de l'ordre noir* »), Davodeau qui, aprés un « *Rural* » étonnant, vient de publier un émouvant livre d'« histoire politique », « *Un homme est mort* » (indispensable) et encore bien d'autres...

Il ne faudrait pas oublier la très intéressante interview de Maurice Rajsfus sur ses « *soixante années de résistance* » réalisée en partie par Fred Alpi (cf sa propre interview p 12 et 13).

Bien sûr, la musique est de la partie tout au long de ce numéro avec Keny Arkana (du collectif « La rage du peuple »), Lydia Lunch (reine de la no wave), La Fraction (punk rock mélodique) avec son dernier album, « *La vie rêvée* », l'incontournable basque, Fermin Muguruza...

Et toujours une avalanche de chroniques sur les derniers CD, livres, zines et revues.



A signaler encore un excellent numéro hors-série (février-avril 2007) issu de la collaboration de **Courant Alternatif** et d' **Offensive**. Le dossier « *Révolutionnaire aujourd'hui* » est décliné en trois parties : l'engagement, les luttes et les alternatives.

Une aile de papillon
Qui vous frôle vous alerte
Sur les violences des Etats
Avec leurs armées, leurs drônes
Et indicateurs et affidés
Avec les maîtres de la Bourse
Vrais maîtres du Monde
Manipulateurs de marionnettes
Rois, empereurs, faux présidents
Que vous élisez, peuples !

Le vent n'est pas néo-capitaliste
ou libéral, il est capitaliste
Et nous arrache les dents
Et nous saignons et nous luttons.

René BOURDET

Où trouver Creuse-Citron ?

Aubusson :
Bar *Au Fabuleux Destin*, 6 rue Roger Cerclier.
Bar *L'Avant-scène*, Centre Jean Lurçat.
Champagnat : Snack-bar *Aux deux Pas d'là*.
Champagnat / St Domet : Etang de la Naute
Champagnat : Bar de Montelladonne
Chaussidoux : Bar Restaurant *La Stabu*.
Chavanat La Roussille : Le Papillon rouge
Crocq : La taverne du Crocquant, 47 grande rue
Eymoutiers : Librairie Passe-Temps
Guéret :
Bar-tabac *Le Balto*, place du Marché.
Librairie *Les Belles Images*, rue E. France.
Bar-tabac *Le Bolly*, 2 rue Maurice Rollinat.
Limoges : Local associatif "Undersounds", 6 rue de Gorre.
Puy-Malsignat : Lieu "21", place de l'église.
Royère : Bar *L'atelier.*
Sardent : Bar *Chez Bichette*
Bar *Chez Josiane*
St Laurent : Bar *L'Envolée* 13 rue des Cerisiers et bien sûr
dans les manifs et rassemblements

Creuse-Citron est également téléchargeable en version PDF sur : http://cnt87.org/

Numéro réalisé avec le logiciel libre SCRIBUS. Téléchargeable sur : www.scribus.net/
Plateformes : Linux, MacOs X, Windows 2000 et Xp IPNS

UNDERSOUNDS est un nouveau local associatif qui vient de s'ouvrir à Limoges. Il est axé sur toute l'info et les productions de la scène locale musicale : rock, punk, garage, hardcore... On peut y trouver, entre autres, le dernier album de Fred Alpi interviewé dans ce numéro !

Outre ses CD et disques, les livres ne sont pas en reste (nouvelles publications des éditions Libertalia...), ni les revues (Barricata, No pasaran...) et fanzines. Tout cela dans une atmosphère antifasciste que nombre d'entre nous apprécie !

Bien sûr, Creuse-Citron a naturellement trouvé sa place dans ce lieu qui manquait à Limoges. 6, rue de Gorre (entre la rue du Clocher et la place du Présidial) 87000Limoges

Vendredi 25 mai 2007
NUITS NOIRES A AUBUSSON
au Fabuleux destin... Café à 20h

Autour du « prix du polar lycéen », ce sera l'occasion de rencontrer, en soirée, diverses personnes passionnées par ce genre (souvent proche des libertaires). Jean-Bernard Pouy, créateur du fameux « Poulpe » mais aussi Laurence Biberfeld, collaboratrice régulière de Creuse-Citron (dans un autre genre !) seront présents avec d'autres auteurs pour participer à une « table-ronde » (avec apéro ?) sans prétention aucune, juste pour le plaisir d'être ensemble ! Contact : ***creusecitron@free.fr***
06 10 53 13 49 - 06 74 01 46 54

Pierre Domec, membre fondateur d'AC ! Creuse et militant syndicaliste à la FSU/FJJ (Syndicat national des Personnels de l'Education Surveillée - Protection Judiciaire de la Jeunesse) est décédé ce mois d'avril 2007. Il a été incinéré à Montluçon.

Pierre participait à Creuse-Citron pratiquement depuis le début. Il nous manquera, ainsi qu'à tous ceux avec qui il a milité et résisté au fil des ans.

Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publierons toutes les informations que vous nous ferez parvenir.
Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron.

Prix Libre

Nous vous proposons Creuse-Citron à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité#: c'est donner la possibilité d'acquérir un même produit selon ses moyens et ses motivations.

Abonnements

Les frais d'envoi postaux sont de 1 € par numéro. Creuse-Citron étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts. Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir et rédigez votre chèque à l'ordre de ***Citron Libre***.

Courrier postal : Creuse-Citron
C/o CNT 23 BP 2 23 000 Sainte-Feyre
Courriel : creusecitron@ free.fr

La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal sont libres et fortement encouragées.